



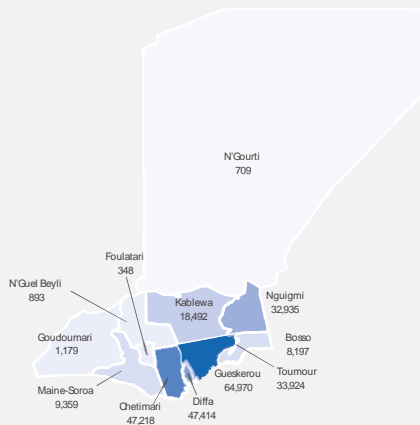
RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

Région de Diffa (Communes de Diffa, Guèskéroù, Toumour, Bosso, Kabléwa et Nguigmi) | Mai 2020

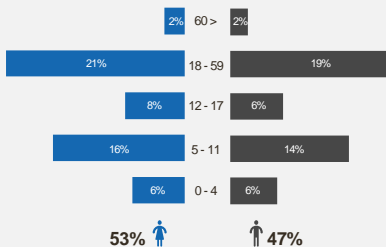
Chiffres globaux - Région de Diffa



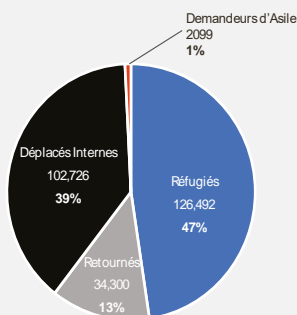
Repartition spatiale des déplacés



Pyramide des âges



Repartition par statut



I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION

La situation sécuritaire et de protection dans la région de Diffa demeure caractérisée par l'activisme des Groupes Armés Non Etatiques (GANE), le grand banditisme et les actes répréhensibles commis par les civils, mais également la situation mondiale liée à la pandémie COVID-19.

La région a connu **3 incursions armées meurtrières**, menées par les GANE sur les positions militaires du pont de Douchi à deux reprises (3 Km au sud de Diffa) et à Blabrin à environ 40 Km à l'est de N'Guigmi (frontière Nigéro-Tchadienne). Le bilan était de 14 membres des Forces de sécurité et de Défense (FDS) tuées, des civils blessés par des balles perdues et plusieurs matériels militaires emportés.

Des incursions et exactions à répétition perpétrées par les GANE sur la population continuent de créer des mouvements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Ce sont au total 420 ménages de 2,101 personnes qui ont effectué des mouvements pendulaires du fait de l'insécurité créée par les GANE contre 4,427 personnes au mois d'Avril 2020. Ces personnes viennent majoritairement Kindjandi, Toumour et Kablewa et se sont installées à Diffa et banlieue.

II. CONTEXTE OPERATIONNEL

De façon générale, le contexte opérationnel dans la zone demeure caractérisé par :

- Le sentiment d'insécurité lié à la présence et aux incursions de Groupes Armés Non Etatiques.
- Les opérations militaires des FDS.
- Les actes criminels dans toutes les communes.
- La persistance des enlèvements contre paiement de rançon que connaît la région.
- La persistance du « no go » dans les communes de Bosso, Toumour, et les difficultés d'accès à Guèskéroù et Chétimari (Sud) qui connaissent des infiltrations répétées des éléments du GANE.
- L'accès limité des humanitaires à l'Est de la commune de N'guigmi suite à la dernière attaque de la position militaire de Blabrin.
- Un mouvement continu de populations à la suite des exactions des GANE sur la population.
- Les actes de banditisme.
- La recrudescence des dégâts liés aux incendies.
- Les 3 incursions majeures dans les communes de Diffa et N'guigmi.
- Le déconfinement progressif lié à la pandémie du COVID-19.

Chiffres clés du rapport

52 incidents de protection ;

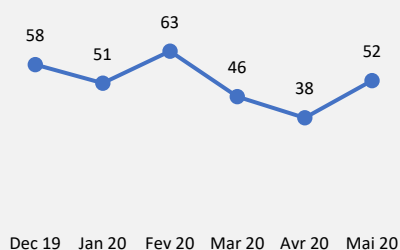
952 victimes ;

19% des victimes sont des femmes et des enfants ;

2% des victimes sont des mineurs ;

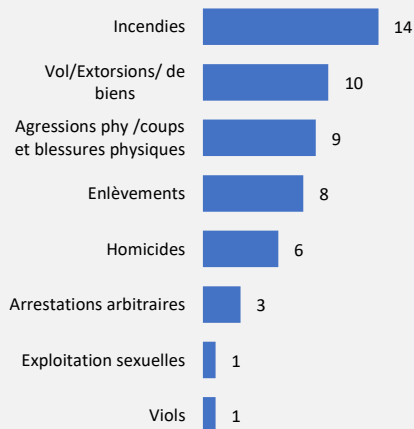
Tendances mensuelles

Nombre d'incidents par mois de Dec 2019 à Mai 2020



Types d'incidents

Incidents de Protection en Mai 2020



III. MOUVEMENTS DES POPULATIONS DANS LA REGION

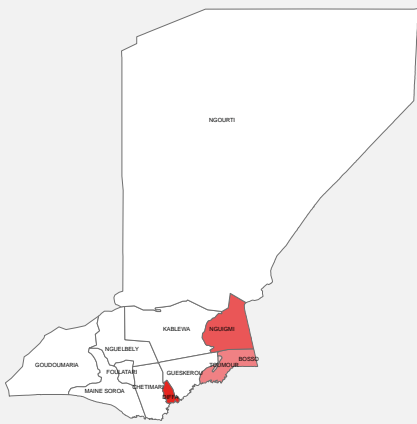
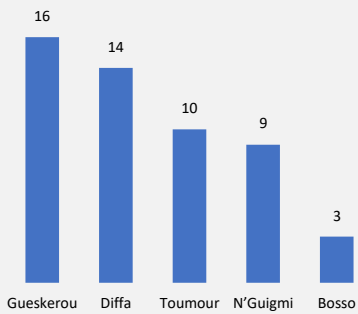
Au cours du mois de Mai 2020, **420 ménages de 2,101 personnes** (347 ménages réfugiés, 43 ménages IDPs, 29 ménages retournés et un ménage hôte), ont quitté leurs villages dans les communes de **Toumour, Kablewa, Kindjandi** pour s'installer à **Diffa et banlieue**, précisément au Nord-faisceau, Nord-Hippodrome et dans des familles d'accueil dans les autres quartiers de la commune de Diffa.

Ces mouvements sont liés aux exactions des GANE et bandits armés (assassinats, enlèvements répétées et extorsion de biens dans les différents villages et sites).

Sites	Ménages	Taille	Date	Provenance	Observations
Nord-est faisceau Diffa	41	199	11/05/20 Au 14/05/20	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
Doubai faisceau (Diffa)	18	99	08/05/2020	Kindjandi Toumour Kablewa	Suite aux attaques des GANes
Nord-est faisceau/Eglise	18	84	14/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
Ouest Faisceau (Diffa)	9	45	11/05/20 13/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
Diffa faisceau (Nord Eglise)	10	52	18/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
N'Guel Madou Mai	56	280	19/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
N'Guel Madou Mai (Nord goudron)	117	561	16/05/20 17/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
Kindjandi nouveau site	59	355	21/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
Modouri	71	328	27/05/2020	Kindjandi	Suite aux attaques des GANes
Total	420	2,101			

Incidents par commune

Incidents par commune en mai 2020

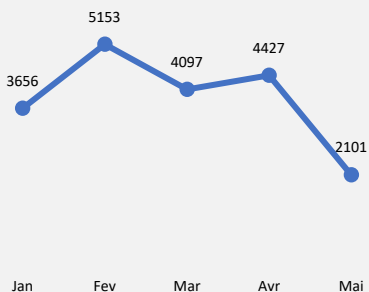


Mouvements des populations

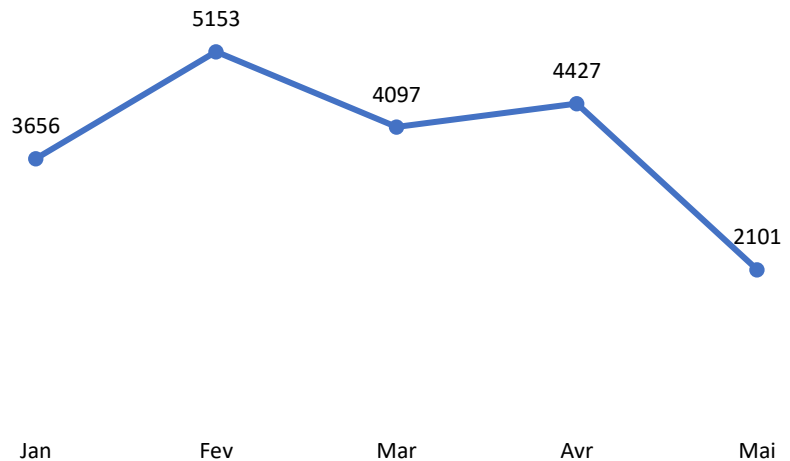
420 ménages

2,101 individus

Tendances des mouvements de population de Janvier à Mai 2020



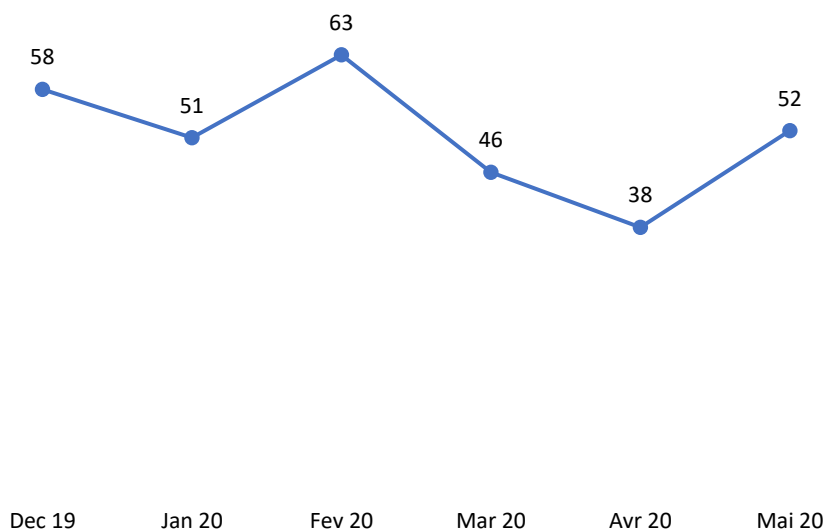
Tendances des mouvements de population de Janvier à Mai 2020



En comparaison aux autres mois, l'on a enregistré le plus faible ratio de mouvement de population en mai 2020. En effet, les autorités de la région sensibilisent au retour. Pour ce faire, quatre localités pilotes ont été choisies. Ce sont Ngagam (Commune de Diffa), Tam (commune de Mainé-soroa), Barwa et Bosso (commune de Bosso). Ces ménages devraient bénéficier des appuis en kits abris, CRI, AGR et un appui logistique pour leurs retours.

IV. INCIDENTS DE PROTECTION

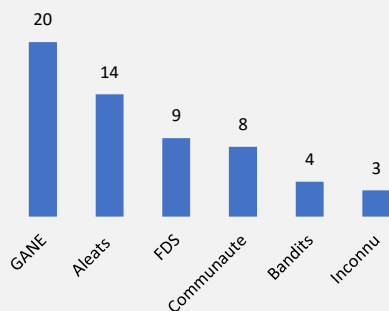
1. Evolution des incidents par mois



Avec **52 incidents** rapportés en mai contre 46 en mars et 38 en Avril, l'on note une **réelle hausse du nombre d'incidents et des victimes**. Il faut néanmoins noter que les incendies à

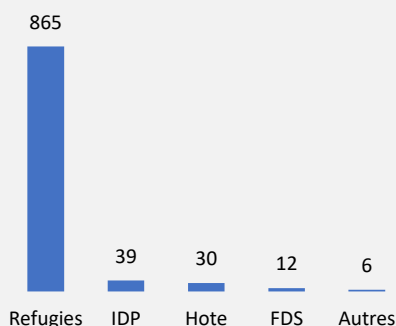
Auteurs des Incidents

Auteurs des incidents en mai 2020



Victimes des incidents

Statuts des victimes en mai 2020

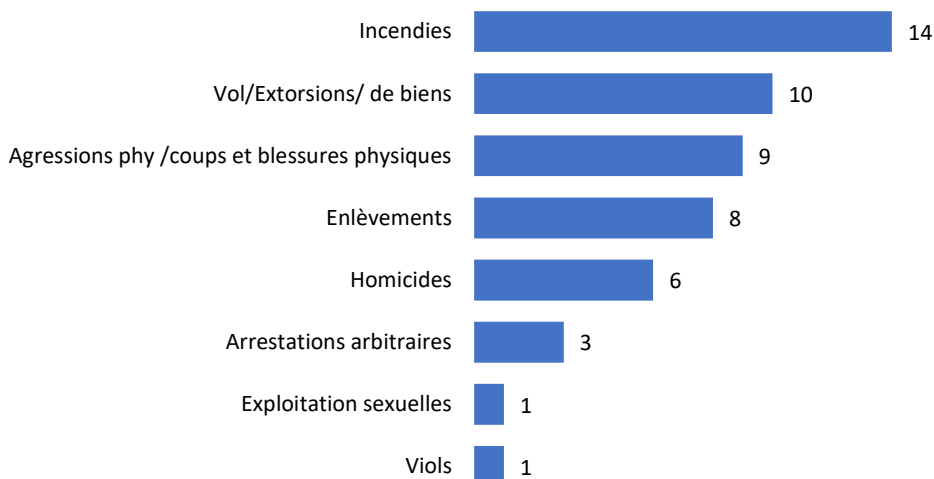


Toumour et Nguigmi ont fait 865 victimes dont 739 à Toumour. Les incendies sont suivis des cas d'extorsion de biens/vols puis des agressions physiques et des enlèvements.

2. Violation des droits de l'homme

Les enlèvements, les agressions physiques et les actes de banditisme ont connu une nette augmentation par rapport au mois d'avril. Toutefois, les meurtres, les arrestations sont en baisse comparativement au mois précédent. Cela est en grande partie dû aux pertes subies par les GANE qui enlèvent ou recrutent pour reconstituer leurs troupes. Les sites des déplacés n'étant pas sécurisés, les GANE y agissent impunément de nuit.

Incidents de Protection en Mai 2020



Il convient de noter que les quatorze (14) personnes ayant fait l'objet de trois arrestations arbitraires de la part des FDS ont été libérées faute de preuves suffisantes.

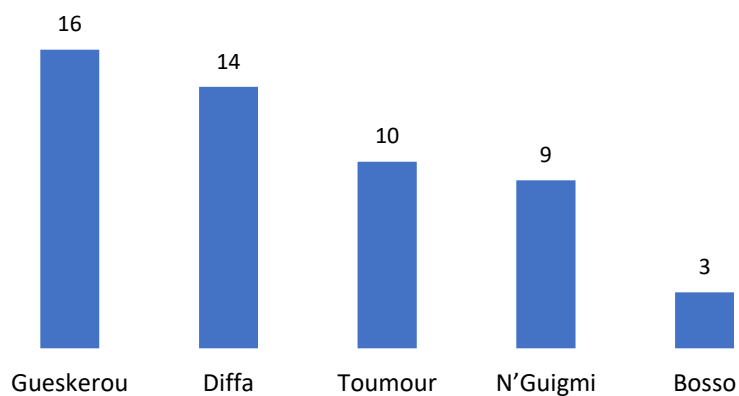
3. Répartition des incidents par commune

De Janvier à mai 2020, ce sont 67 cas d'enlèvements qui ont été répertoriés dans les communes allant de Bosso, Chétimari, Diffa, Guèskerou, Kablewa, N'Guigmi et Toumour totalisant 229 victimes par lesquels 80 ont été libérée après paiement de rançon, 4 libérés sans rançon et 24 ont pu échapper aux ravisseurs.

La commune de **Guèskerou** est celle qui a été la plus affectée en mai 2020 en raison des exactions que les GANE ont commises à **Garin Dogo et Kindjandi**. Il convient de relever que face aux multiples attaques, les FDS ont abandonné des positions qui sont largement exploitées par les GANE. La commune de Diffa, suivie de celle de N'guigmi viennent respectivement en seconde et troisième position avec des incidents principalement causés par les civils, et les aléas climatiques.

Communes	Arrestations arbitraires	Enlèvements	Vol/extorsions/de biens	Incendies	Homicides	Agressions physiques/coups et blessures	Viols	Exploitation sexuelle	Total
Gueskerou	-	6	5	-	2	2	-	1	16
Toumour	-	1	-	7	2	-	-	-	10
N'Guigmi	1	-	1	3	2	1	1	-	9
Kablewa	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Diffa	2	-	3	3	-	6	-	-	14
Bosso	-	1	1	1	-	-	-	-	3
Total	3	8	10	14	6	9	1	1	52

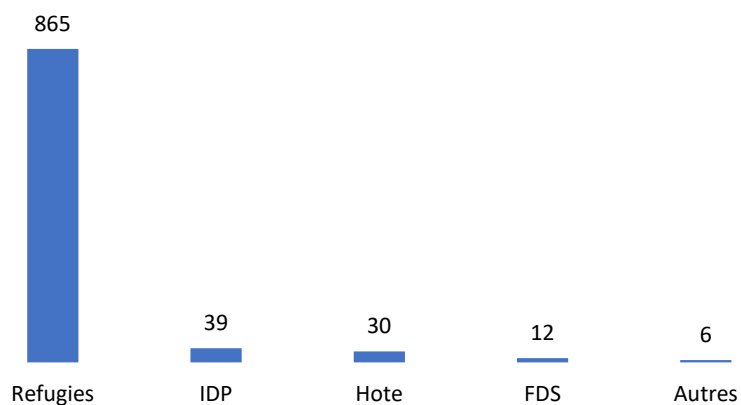
Incidents par commune en mai 2020



Cartographie des incidents de protection dans la région de Diffa en Avril 2020

4. Répartition des victimes par statut légal

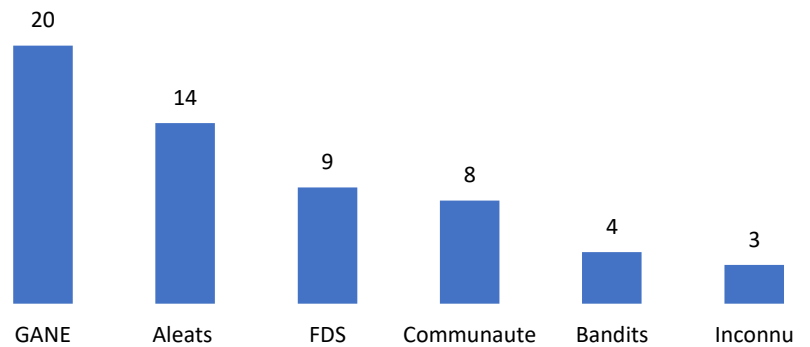
Statuts des victimes en mai 2020



Au cours du mois de mai 2020, les réfugiés sont les plus affectés par les incidents, qu'ils soient liés aux attaques des GANE que d'origine naturelle. **417 ménages réfugiés** sont affectés par les incendies à Toumour et N'guigmi et les autres incidents affectent 98 réfugiés. Les IDP viennent en seconde position suivis par les membres de la population hôte. En quatrième position, ce sont les FDS victimes de l'attaque de Blabrine.

5. Auteurs des incidents

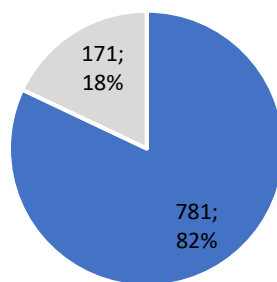
Auteurs des incidents en mai 2020



Les exactions sont commises principalement par les GANE avec un taux qui dépasse le cumul des autres auteurs (la communauté, les FDS et les bandits armés). Ils sont suivis par les incendies puis les FDS à travers les bavures et les arrestations. Les civils excellent dans les actes liés aux coups et blessures, les SGBV et vols.

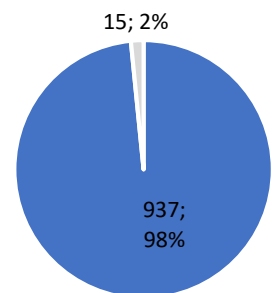
6. Victimes des incidents par genre et âge

Genre des victimes



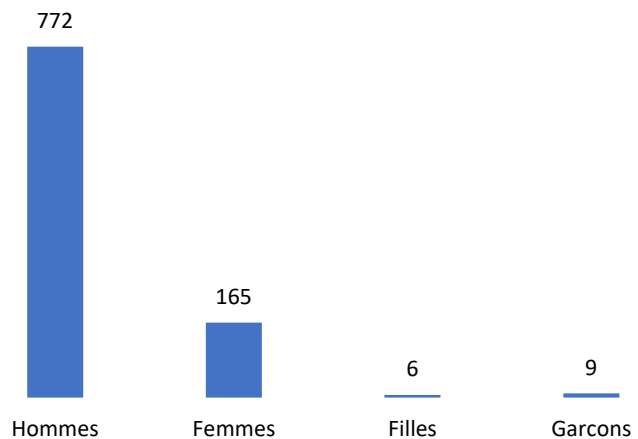
■ Hommes ■ Femmes

Age des victimes



■ Adultes ■ Mineurs

Repartition des victimes en mai 2020



Les hommes (81%) sont les plus affectés, suivis par les femmes (17%) et les filles (1%), et les garçons (1%) viennent en troisième position. La plupart des victimes hommes et femmes sont celles des incendies. Quant aux filles et les garçons, ils sont en majorité victimes des enlèvements. Jusqu'à présent, l'on constate que les incidents n'affectent pas les personnes en fonction de leur statut mais de manière indistiguée, comme le montrent les tendances variables des mois précédents est maintenue.

Incendies

Durant le mois de Mai 2020, 14 incendies ont été rapportés dans la région de Diffa ayant affecté **2,399 ménages** dont 775 IDPs, 1039 réfugiés, et 585 retournés. Les incendies se répartissent ainsi :

- A Diffa, 3 incendies se sont déclarés dans les quartiers Doubai et site urbanisé. 3 abris et d'importants biens calcinés.
- A Toumour, 7 incendies, ont dévasté 739 ménages dont 720 appartenant aux réfugiés sinistrés et 19 IDPs. C'est à Toumour qu'on déplore le décès de 2 enfants de moins de 5 ans parmi lesquels une réfugiée.
- A N'guigmi, 3 cas d'incendies ayant occasionné des dégâts importants ont été enregistrés au cours de la période sous revue au quartier Dileram et Cameroun. Ces incendies ont respectivement touché un nombre total de 126 ménages de réfugiés, plus une trentaine de petits ruminants calcinés et des dégâts matériels allant des abris aux matériels de première nécessité.
- A Bosso, un incendie a touché un ménage.

V. GESTION DE LA CRISE LIEE A LA PANDEMIE COVID-19

Depuis la survenance du premier cas à Diffa, le HCR et ses partenaires en charge du monitoring poursuivent les missions de terrain tout en respectant les mesures barrières édictées par le gouvernement. Ces missions de sensibilisation sont faites à l'endroit des informateurs clés et leaders communautaires dans toutes les localités visitées par les équipes du monitoring de protection. Pour ce mois de mai, **282 personnes ont été sensibilisées dont 183 hommes et 99 femmes**. Parmi elles, on compte 65 réfugiés, 126 IDPs, 13 retournés et 78 hôtes.

VI. ACCES AUX BESOINS SOCIAUX DE BASE ET ASSISTANCE HUMANITAIRE (BESOINS PRIORITAIRES URGENTS)

Les récents incendies de N'guigmi, et Toumour, les déguerpissements des réfugiés et déplacés dans la ville de Diffa, ont créé des besoins énormes en abris et CRIs (Core relief items) pour plus de 686 ménages en majorité, des réfugiés et PDI. Ces déplacements forcés impactent sur le développement et la stabilité des enfants à plus d'un titre (déscolarisation, traumatismes psychologiques, difficultés d'adaptation...). A titre illustratif, le nouveau site (Sabon Gari) situé à environ 2km à l'Ouest du site de N'Guel Madou Mai au sein duquel les autorités municipales ont orienté les personnes déguerpies fait face à plusieurs défis selon les membres des communautés, soit entre autres :

- L'approvisionnement insuffisant en eau potable (3 bladders d'environ 3000 litres chacun soit 9000 litres d'eau par jour).
- L'absence d'établissements scolaires alors qu'au niveau de N'Guel Madou Mai (localité de provenance, les enfants allaient à l'école et la réouverture des écoles est prévue pour le 1er juin sur l'ensemble du pays.
- L'éloignement des centres de santé habituellement fréquentés (CSI Bagarra, CSI Chateau, CSI urbain, Centre mère et enfant et le CHR) ;
- La difficulté d'accès à une alimentation plus ou moins équilibrée du fait de l'absence des moyens financiers et l'éloignement avec les marchés, ce qui augmente le risque de cas d'enfants malnutris etc.

VII. REPONSES AUX BESOINS DE PROTECTION IDENTIFIES

A. REPONSES ABRIS

A la fin du mois de mai 2020, des incendies avaient dévasté Toumour et N'guigmi, faisant près de 1000 sinistrés. Des plaidoyers avaient été menés par le GTP auprès du GT ABNA afin de couvrir les besoins en abris et Bien non alimentaires. Par ailleurs, le chef de Sous délégation du HCR avait sollicité du CICR une intervention conjointe à Toumour pour couvrir les besoins des sinistrés. Les ménages victimes des incendies à Toumour (730) ont ainsi pu être assistés conjointement par le HCR et le CICR en kits CRIs. Il convient de noter que les familles sinistrées vivaient dans les familles d'accueil, ce qui les exposait aux risques divers (VBG et maltraitance /travail des enfants, voire la pratique du sexe de survie par les filles). Par ailleurs, 330 participants ont aussi été touchés lors des séances de formation par l'ONG ID sur le Covid-19.

B. PREVENTION ET REPONSES AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

1. Identification

Au cours du mois de mai 2020, une diminution des incidents liés aux SGBV dans les centres urbains de Diffa et N'Guigmi où ils sont fréquemment rapportés a été observée. La majorité de ces incidents découlent des pratiques culturelles néfastes, d'une insuffisance de moyens de subsistance ainsi que de l'accès limité aux assistances.

Ainsi, (05) cas de VBG ont été identifiés en Mai 2020 :

- 1 cas d'agression physique a été rapporté. Il s'agit d'un homme qui a battu sa sœur après un différent qui l'opposait à sa belle-sœur (épouse de son frère aîné).
- 3 filles victimes de viol et d'abus sexuel dont un sur un réfugié de 10 ans, violée par un jeune PDI de 20 ans dans la localité de N'guigmi.
- 1 femme réfugiée allaitante âgée de 40 ans victime de violence psychologique, par son conjoint.

2. Prévention et Réponses

La question des VBG reste préoccupante, particulièrement à N'guigmi.

L'équipe du CEO (centre d'écoute et d'orientation) a tenu à redynamiser l'encadrement des points focaux et comités de protection sur les mesures liées à la gestion de la pandémie du Covid-19 et les mesures barrières à respecter dans le cadre de la mise en œuvre des activités au niveau communautaire et au niveau du centre d'écoute. Cette redynamisation facilitera

l'identification des cas et la remontée des informations à l'équipe afin de mieux préparer les réponses adaptées aux victimes de VBG.

Ainsi, avec la levée de certaines mesures restrictives liées au COVID-19, la reprise des formations et séminaires permettront à l'équipe de poursuivre les activités de consultations et sensibilisations communautaires autour de la question des VBG initiées avec les structures locales (les comités de protection, le comité de veille citoyenne de N'guigmi et l'association des femmes « Allah Karim » de N'guigmi).

Une rencontre entre les équipes de CIAUD, DRC et IRC à N'guigmi au cours du mois de mai a permis d'échanger sur la situation des VBG mais également sur le renforcement de la synergie d'action entre les différentes parties prenantes en vue d'une bonne coordination et une réponse adaptée aux cas.

En outre, des séances de sensibilisation sur la prévention aux risques de viol, les violences conjugales et les mesures barrières contre le COVID-19 ont été conduites sur les sites visités au cours de la période sous revue. Ces sensibilisations ont touché 119 personnes dont 57 IDPs, 45 réfugiés.

Les actions de réponse suivantes ont été menées :

Conseils, Ecoutes et orientations en faveur des cas de SGBV ;

- Suivi de l'évolution de santé de la survivante du viol et APS aux parents ;
- Accompagnement juridique au cas de viol d'un mineur ;
- Trois (03) API en kits bébés ont été effectuées au cours du mois à deux (02) anciens cas (identifiés le mois précédent) et 1 nouveau cas (identifié en mai).

Le cas de viol a été référé au partenaire de santé pour une prise en charge sanitaire immédiate.

En ce qui concerne la prise en charge psychosociale et le suivi juridique, il est fait en collaboration avec la DDPE, IRC et COOPI.

VIII. LOGEMENTS TERRES ET PROPRIETES

A Diffa comme à N'guigmi, sur certains sites comme N'guel madou Mai, Château (Commune de Diffa), Dileram, Boudouma malien, Cameroun (Nguigmi), les déplacés et réfugiés sont installés sur des terrains lotis appartenant à des propriétaires privés. Face à l'urbanisation galopante de la zone, les propriétaires souhaitent exploiter leurs parcelles. La mairie suite à une nouvelle vague de déguerpissement a mis à la disposition de ces populations en déplacement, un nouveau site à environ 1,5 Km de la barrière ouest de Diffa. Ce sont 2090 ménages qui avaient été déguerpis de N'Guel Madou Mai qui s'y sont installés. Il s'agit de 775 ménages des IDPs, 730 de réfugiés et 585 de retournés. Malgré cette solution alternative, il convient de noter que les espaces lotis appartenant à des personnes physiques demeurent toujours occupés, ce qui fait craindre une nouvelle vague de déguerpissement.

Par ailleurs, la qualité des abris reste déplorable sur les sites de déplacés et sont à l'origine de multiples incendies.

IX. PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS

Au regard de la situation sécuritaire et humanitaire à laquelle s'ajoute la crise sanitaire du COVID-19, les défis et contraintes actuels sont les suivants :

1. Défis

- La difficulté de mener des interventions humanitaires dans les zones de no go ;
- La réduction de la mobilité des communautés et acteurs humanitaires sur le terrain, liée à l'insécurité ;
- L'insuffisance des ressources pour couvrir les différents besoins multisectoriels identifiés par le monitoring de Protection ;
- La limitation des mouvements et des heures de travail sur le terrain en raison de la survenance de la pandémie liée au COVID 19 ;
- L'insuffisance de l'assistance en vivres et en abris ;
- La persistance du phénomène d'enlèvements des femmes et enfants (N'Guigmi, Guèskérou Toumour) contre paiement des rançons ;

2. Recommandation

Domaine	Recommandations	Acteurs de suivi	Niveau d'urgence
Sécurité	Renforcer la sécurité des populations civiles et faciliter l'accès humanitaire dans les zones reculées	Etat / FDS/FMM	Très urgent
Coordination	Elaborer un système de partage et de suivi des recommandations pour une réponse plus rapide aux besoins	GTP	Très urgent
	Prévoir les plans de contingence d'assistance en abris et en vivres pour répondre aux nouveaux besoins de manière plus rapide.	GT ABNA/PAM	Urgent
Protection	Continuer le plaidoyer dans le cadre du développement des activités de formation et de relance économique en faveur des jeunes et des femmes cheffes de ménage vulnérables	Cluster Protection, Acteurs humanitaires	Urgent
	Accompagner les acteurs de protection à l'adaptation des activités aux risques liées au COVID-19	GTP	Très urgent

	Sensibiliser la population sur les risques de promiscuité afin d'éviter les incendies : cas des sites à hauts risques (Sites des déplacés et réfugiés)	Acteurs humanitaires	Très urgent
	Intensifier les sensibilisations sur les risques de VBG	GTP Acteurs humanitaires	
Santé	Appuyer les structures locales en dispositifs d'hygiène et supports de sensibilisation contre la COVID-19	DRSP	Très urgent
Education	Renforcer les plaidoyers sur l'accès des enfants à l'école et les stratégies de plan de contingence d'assistance aux personnes vulnérables	UNICEF	Urgent
Abris	Mettre à disposition des autres nouveaux ménages des kits d'abris d'urgence	GT ABNA/ UNHCR/ CICR	Très urgent
	Mettre à disposition des déplacés de Kindjandi des kits d'abris d'urgence	GT ABNA, UNHCR/ CICR	Très urgent

Contacts

Salia Yao Adama yao@unhcr.org, Assc. Protection Monitoring Officer, UNHCR Diffa SO

Maurice Azonnankpo azonnank@unhcr.org, Chef Sous-Délégation UNHCR Diffa, Niger